



# PRÉFET DU NORD

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Lille, le 28 janvier 2021

## LETTRE D'INFORMATION AUX ÉLUS CORONAVIRUS

### POINT DE SITUATION DANS LE NORD DU 28 JANVIER 2021



Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les informations actualisées depuis mon précédent point de situation.

- 1 - Vaccination : les rendez-vous de premières injections reportés afin d'assurer la bonne administration des secondes injections
- 2- Poursuite de la vaccination dans les EHPAD
- 3 - Interdiction de diffusion de musique amplifiée sur la voie publique

\*\*\*

#### **1 - Vaccination : les rendez-vous de premières injections reportés afin d'assurer la bonne administration des secondes injections**

Après trois semaines de campagne vaccinale et grâce aux 37 centres de vaccination qui maillent déjà les territoires urbains et ruraux du département, près de **45 000 habitants du Nord ont pu recevoir au 27 janvier une première dose du vaccin Pfizer/BioNtech.**

En Hauts-de-France, plus de **15 % de la population prioritaire a déjà pu bénéficier de la première injection du vaccin** (en 3ème place des régions de France exclusivement livrées en vaccins Pfizer), avec un taux de personnes vaccinées rapporté au nombre de doses livrées dépassant les 75% (2ème région de France).

Afin de garantir l'administration de la seconde injection pour toutes les personnes ayant déjà reçu la première dose en janvier, l'ensemble des rendez-vous de primo vaccination prévus jusqu'au mardi 2 février inclus seront reprogrammés à partir de la première semaine de mars.

**Gestion de la crise sanitaire Covid-19**  
- Soutien aux entreprises dans le Nord : 03 59 75 01 00

Préfecture du Nord  
12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59039 LILLE CEDEX  
[www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr) - [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) – [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59)

L'ARS et la préfecture du Nord sont pleinement mobilisées pour permettre au département d'obtenir le maximum de doses supplémentaires et soutenir le dynamisme du territoire dans la mise en œuvre de la stratégie vaccinale.

## 2- Poursuite de la vaccination dans les Ehpad

La répartition des doses de vaccins entre les régions est intégralement déterminée et régulée par le niveau national. Deux circuits logistiques sont mis en place pour assurer l'approvisionnement des établissements :

- Un flux logistique dit « B » : il s'agit du flux principal jusqu'alors, qui alimente les établissements dépendant d'un hôpital et les centres de vaccination associés.
- Un flux logistique dit « A », pour l'acheminement des vaccins dans les Ehpad qui ne dépendent pas d'un établissement hospitalier.

Depuis mercredi dernier, un nouveau flux d'approvisionnement national (dit flux « A ») destiné aux établissements accueillant des personnes âgées ne dépendant pas d'un hôpital, permet de vacciner plus de 25 000 résidents ou professionnels prioritaires.

Près de 12 000 doses vont être livrées entre le 27 janvier et le 2 février dans 209 Ehpad du Nord. La vaccination dans ces établissements est organisée dans les 5 jours qui suivent la livraison des doses. Ces établissements ont été préalablement interrogés sur leurs besoins précis afin d'être livrés du nombre de doses nécessaires pour vacciner l'ensemble des résidents et professionnels volontaires.

**14 721 résidents d'Ehpad ont déjà pu recevoir une première injection du vaccin dans les Hauts-de-France depuis le lancement de la campagne de vaccination.**

## 3 - Interdiction de diffusion de musique amplifiée sur la voie publique

Dans le cadre des mesures sanitaires mises en place pour lutter contre l'épidémie COVID-19 et au regard de la situation épidémique du département du Nord, **la diffusion de musique amplifiée sur la voie publique est interdite sur l'ensemble des communes du département du Nord, à compter du jeudi 28 janvier 2021 et ce jusqu'au 16 février 2021.**

Cette interdiction de diffusion de musique amplifiée sur la voie publique, propice aux rassemblements impromptus vise à limiter le brassage des populations et la multiplication des chaînes de transmission du virus.

Reste autorisée l'utilisation d'équipements de sonorisation utilisés pour la diffusion de messages lors de manifestations revendicatives.

Retrouvez l'arrêté du 28 janvier 2021 en pièce jointe.

**Arrêté portant interdiction de diffusion de musique amplifiée sur la voie publique  
dans les communes du département du Nord**

Préfet de la Région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles L.3131-12 et suivants ;

**Vu** le code pénal,

**Vu** le code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**Vu** le décret du 21 avril 2016 nommant Monsieur Michel LALANDE préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire à compter du 17 octobre 2020 à 00h00 sur le territoire de la République ;

**Vu** le décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'État d'Urgence Sanitaire ;

**Vu** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** l'avis circonstancié émis par Monsieur le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France le 27 janvier 2021 ;

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

**Considérant** l'évolution de la situation épidémique dans le département du Nord, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

**Considérant** l'inscription du département du Nord en situation de « vulnérabilité élevée » le 7 septembre 2020 par Santé Publique France ;

**Considérant** que face à la dégradation rapide et alarmante de la situation sanitaire, l'état d'urgence sanitaire a été déclaré sur l'ensemble du territoire de la République par décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020, à partir du 17 octobre 2020, qui a permis d'instaurer un « couvre-feu » avant qu'un nouveau confinement national ne soit instauré à partir du 30 octobre 2020 dans les conditions définies par le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020

modifié, et avant qu'un nouveau « couvre-feu » ne soit de nouveau instauré à compter du 15 décembre 2020 dans les conditions définies par le décret n°2020-1582 du 14 décembre 2020 ;

**Considérant** que les regroupements de plus de 6 personnes sur la voie publique peuvent entraîner une accélération de la propagation de l'épidémie de Covid-19 au point de menacer la capacité d'accueil et la qualité de la réponse sanitaire des établissements de santé du département ;

**Considérant** que la situation sanitaire sur le territoire du département du Nord dans son ensemble est de plus en plus préoccupante, le taux d'incidence du virus pour la semaine du 16 au 22 janvier 2021 s'élevant à 185 cas pour 100 000 habitants alors que le seuil d'alerte est fixé à 150 cas pour 100 000 habitants et qu'il a augmenté de 43 % par rapport à la semaine du 28 décembre 2020 au 3 janvier 2021

**Considérant** que le taux d'incidence des plus de 65 ans est encore de 185 cas pour 100 000 habitants alors que le seuil d'alerte est fixé à 100 cas pour 100 000 habitants ;

**Considérant** que le taux d'incidence des catégories d'âge plus jeune augmente très fortement depuis le début de l'année pour atteindre, le 22 janvier 2021, 100 cas pour 100 000 habitants pour les moins de 14 ans et 175 cas pour 100 000 habitants pour les 15-29 ans et les 30-44 ans ;

**Considérant** que le taux de patients RT-PCR positifs sur le territoire du département du Nord est encore de 6 % le 22 janvier 2021 ;

**Considérant** qu'il est justifié de renforcer les mesures de limitation de toute interaction sociale en toute circonstance afin de limiter la propagation du virus ;

**Considérant** que le 16 janvier 2021 à Lille, à l'occasion de la manifestation revendicative « Marche des Libertés », il était constaté dans le cortège, la présence de trois camions équipés d'enceintes de forte puissance, diffusant en continue de la musique électronique très festive, agrégeant ainsi de nombreux jeunes, et transformant de fait, le cortège revendicatif en une parade dansante ambulante festive non propice à la distanciation sociale ;

**Considérant** que d'autres inclusions, au sein de manifestations revendicatives, de moyens de diffusion de musique amplifiée visant à donner un caractère festif et dansant aux cortèges, sont envisagées dans les prochains jours selon les renseignements portés à ma connaissance ;

**Considérant** que la diffusion de musique amplifiée sur la voie publique est de nature à générer des rassemblements festifs et dansants sur la voie publique, qui ne sont pas au nombre des exceptions à l'interdiction des regroupements de plus de 6 personnes sur l'espace public prévu par le décret du 29 octobre 2020 modifié ;

**Considérant** que la diffusion de musique amplifiée sur la voie publique est propice aux rassemblements à caractère dansants et festifs et aux brassages des populations qui sont contraires aux objectifs de prévention de la propagation du virus dans le contexte d'un état d'urgence sanitaire ;

**Considérant** qu'en aucune façon, une restriction de la diffusion de musique amplifiée sur la voie publique ne porterait atteinte au droit d'utiliser une sonorisation pour diffuser des messages revendicatifs à l'occasion d'une manifestation revendicative ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article 3 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié, le préfet de département est habilité à interdire ou à restreindre, par des mesures réglementaires ou individuelles, tout rassemblement, réunion ou activité mettant en présence de manière simultanée plus de six personnes sur la voie publique ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article 29 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié, le préfet de département est habilité à interdire, restreindre ou réglementer, par des mesures réglementaires ou individuelles, les activités qui ne sont pas interdites ;

**Considérant** que le représentant de l'État est habilité à prendre des mesures d'interdiction proportionnées à l'importance du risque de contamination en fonction des circonstances locales, après avis de l'autorité compétente en matière sanitaire ;

**Considérant** l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France en date du 27 janvier 2021 justifiant les dernières mesures prises pour faire face à l'épidémie de Covid 19 du fait de l'évolution défavorable des indicateurs ;

**Considérant** l'urgence ;

Sur proposition du directeur de cabinet ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La diffusion de musique amplifiée sur la voie publique est interdite sur l'ensemble des communes du département du Nord, à compter de la publication du présent arrêté et jusqu'au 16 février 2021.

Il n'est pas fait obstacle à l'usage sur la voie publique d'équipements de sonorisation à l'occasion des manifestations sur la voie publique relevant des articles L211-1 à 4 du code de la sécurité intérieure, sous réserve qu'ils soient destinés uniquement à la diffusion des messages revendicatifs, et non à la diffusion de musique amplifiée.

**Article 2 :** Les dispositions du présent arrêté feront l'objet d'un réexamen régulier au regard de l'évolution de la situation sanitaire.

### **Article 3 :**

Conformément aux dispositions du code de la santé publique susvisée, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours administratif auprès du préfet du Nord ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 :**

Le directeur de cabinet du préfet du Nord, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental de la sécurité publique du Nord, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Nord et les maires de chaque commune du département du Nord sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et dont une copie sera transmise aux tribunaux judiciaires du Nord.

Fait à Lille, le 28 JAN. 2021

Le préfet,

Michel LALANDE

